

NOTA. Il paroît par *Mat. Paris*, p. 99. &c. que les Communes furent alors, c'est-à-dire dans la 13^{me} année du règne de *Henry II.* sommées au Parlement qui se tint à *Clarendon* et qu'elles se joignoient partie du Parlement du temps du Roi *Henry I.* voyez avant p. 34. 35.

CHAPITRE IV.

De la Chambre des Lords en général.

Rushw. col.
vol. 3. part.
1. p. 777.

La Chambre des Lords est le Conseil héréditaire du Roi et du Royaume, comme la Chambre des Communes est le corps représentant toutes les Communes du Royaume.

Nelson 566.

On ne peut certainement point voir dans le monde entier une Cour plus illustre que cette grande et honorable assemblée des Pairs en Parlement, ni rien de plus utile et de plus avantageux aux sujets de cette monarchie.

Sir Simon
d'Ewes's
Journ. 11.
col. 1.

Aucun Lord ne peut siéger en Parlement à moins qu'il n'ait vingt et un ans accomplis ou que ce soit par faveur spéciale du Prince, encore est-ce bien rarement, à moins qu'il ne soit prêt de vingt et un ans.

ib. ante 3.
4. 43. 44.

Un Evêque élu, peut siéger en Parlement comme Lord d'icelui, c'est à-dire s'il

sil y est appelé par un Writ, car il n'est pas proprement un Pair, ni même un Evêque, jusqu'à ce qu'on lui ait accordé un temporel.

Si le Roi appelle par un writ un Chevalier ou un Ecuier pour être un Lord du Parlement, il ne peut refuser d'y servir le Roi *in communi illo consilio*, pour le bien de son pays. 4. Infl. 44.

Le Roi peut faire la faveur à des Héritiers de Comtes de les créer Membres de la Chambre haute, en les y appelant par son Writ, cependant ils n'y prennent point leurs places comme fils de Comtes, mais d'après l'ancienneté des Baronies de leurs Pères. Sir Simon
d'Ewes's
Journ. 2. 4.
col. 2.

L'Archevêque de *Canterbury* est le premier Pair du Royaume. id. 140.
col. 1.

La place du Comte Maréchal en Parlement est entre le Lord Chambellan et le Lord *Steward*. Voyez le Statut. id. 535.
col. 2.

Personne ne doit siéger dans cette grande Cour Parlementaire à moins qu'il n'y ait droit. 4. Infl. 45.

Si un Lord laisse le Parlement sans permission, c'est une offense hors du Parlement sujette en loi à une amende. id. 44.

Le 4. Juin 1642. sur un ordre de la Chambre des Lords à ceux des Lords qui avoient laissé le Parlement et joint le Roi à *York* requérant leur présence comme délinquants, on trouve ces mots dans Rushw. col.
vol. 3. part.
1. 737. post.

dans la réponse qu'ils envoyèrent, " nous
 " concevons que c'est un droit apparent,
 " utile et inhérent au Pairage d'Angle-
 " terre que dans les cas les plus graves
 " un Pair ne doit répondre à la pro-
 " mière accusation qu'en personne, et
 " ne doit pas être mis à la barre en
 " premier lieu.

4. inf. 12.

Tout Lord du Parlement, avec per-
 mission du Roi, sur une bonne cause d'ab-
 sence, peut faire un *Proxi*.

Townf. col.

135.

Vide Sir
 Simon
 d'Ewes's
 Journal 605

En 1601, dans la 43^{me} année de
 règne de la Reine *Elizabeth* il fut con-
 venu par les Lords que l'ancien usage
 de la Chambre est que les excuses de
 Lords qui se trouvent absents de la Cham-
 bre pour de bonnes raisons doivent être
 faites par quelqu'un des Pairs et non
 autrement.

Rushw.
 col. vol. 1.
 p. 365.

En 1626, dans la 2^{me} année du règne
 de *Charles I.* résolu sur une propo-
 sition par toute la Chambre, *neminus*
diffidentie, que c'est un privilège de la
 Chambre, qu'un Lord du Parlement
 ne peut être arrêté ou détenu en prison
 que d'après une sentence ou décret de
 la Chambre, à moins que ce ne soit pour
 trahison ou félonie, ou pour refus de
 donner cautions pour la paix.

Nota bene. Ceci eut lieu à cause que le
 Roi avoit envoyé le Comte d'*Arundel*

à la tour sans exprimer la cause de son
 emprisonnement.

Tous les privilèges qui appartiennent
 à ceux de la Chambre des Communes,
 appartiennent *a fortiori* à tous les Lords
 de la Chambre Haute. Leurs personnes ne
 peuvent être arrêtées non seulement pen-
 dant le Parlement, mais pendant leur vie,
 la raison principale est qu'ils ont place
 et voix en Parlement; et cela est claire-
 ment établi par des autorités expresse
 et fondé sur d'excellentes raisons dans
 les livres de droit.

Hakewell
 82.

Un *Proxi* n'est autre chose que la no-
 mination d'une ou plusieurs personnes
 par un Lord absent pour donner sa voix
 dans la Chambre haute, quand il y a
 une différence d'opinion et une division
 de la Chambre, autrement, s'il arrive
 qu'il n'y ait pas de division, on ignore
 toujours à qui ces pouvoirs sont adres-
 sés, et ils ne servent à autre chose qu'à
 montrer, prouver et perpétuer le droit
 que les Lords de la Chambre haute ont
 d'être sommés et de voter dans la dite
 Chambre, soit en personnes ou par leurs
Proxies.

Sir Simon
 d'Ewes's
 Journals 5-
 col. 2.

Outre sa propre voix un Pair a autant
 de voix qu'il a de *Proxies*; et si un Lord
 absent a constitué deux ou trois *Proxies*
 (comme il arrive ordinairement) c'est

ib. col. 2.

le

le premier qui vote s'il est présent, et le second, s'il est absent *et sic de reliquis*.

1. *ib. 6. col.* Il est clair par l'ancien traité, *modum tenendi parliamentum*, que si un Pair vient point au parlement et qu'il n'envoie point un *Proxi*, lorsqu'il est sommé qu'il forait *£100.* s'il est Comte 100 *marks*, et s'il est Baron 100s. &c.

Townf. col. 4. 39. 40. 42. Il arrive rarement qu'un Evêque nomme moins de deux ou trois *Proclorse* un Lord temporel plus d'un.

id. 34. Jean Archevêque de *Canterbury* avoit ce Parlement-ci cinq *Proxies*.

4. Inft. 19. 13. La première année du règne de la Reine *Elizabeth* un Lord du Parlement ayant obtenu un congé d'absence de la Reine, fit un *Proxi* à trois Lords du Parlement, dont un consentit à un bill et les deux autres dirent qu'ils n'y consentoient pas. La question fut référée par les Lords aux Juges et civiliens attendant, et après débat ils concurent que ce n'étoit pas une voix, et tous les Lords confirmèrent cette opinion que ce n'étoit pas une voix.

Ruth. col. 269. En 1626, la 2me. année du règne de *Charles I.* la Chambre des Pairs passa un ordre, qu'après cette Session aucun Lord de la Chambre ne pourroit recevoir audessus de deux *Proxies* et qu'on n'en compteroit pas plus sur aucun sujet vote.

Dans

Dans la Chambre haute, les Lords *Art. Parl. 12.* donnent leurs voix à commencer par le *Puifne Lord Serialim* de cette maniere *content* ou *not content* 4. *Inft. 34.* premierement pour lui, et ensuite séparément pour autant de Lettres et *Proxies* qu'il peut avoir. *Smith's comm. w. 87.*

Un bill fut là trois fois dans une matinée dans la Chambre des Lords. *Townf. col. 11.*

Quand on choisit un Comité des Lords pour joindre un comité de la Chambre des Communes, jamais on n'y joint soit les Juges qui ne sont qu'assistants soit les Conseils de la Reine qui ne sont qu'attendants de la Chambre. Mais quand les Lords appointent entr'eux un Comité pour examiner quelque *Bill* ordinaire, particulièrement s'il touche à quelque matière de loi, il a été anciennement d'usage et il peut bien l'être encore, sans affecter l'honneur de la Chambre, que les savans Conseils du Roi et particulièrement les Juges, soient nommés pour composer un comité entr'eux ou se joindre aux Comités des Lords.

Le 19me janvier, 1597, dans la 39e. année du règne de *Elizabeth*, il fut décidé que c'avoit été et que c'étoit encore l'ordre et l'usage de cette Chambre, que lorsqu'un *bill* ou message étoit apporté de la Chambre basse à la Chambre haute, le Lord *keeper* et le reste des

Lords

Townf. col. 92. Sir Simon d'Ewes Journal.

Lords doivent se lever de leurs places et aller à la barre pour y joindre ceux qui viennent de la Chambre basse et pour recevoir leurs messages ou *bills*, mais c'est tout le contraire quand le Lord *keeper* fait une réponse, &c.

En passant les *bills* si les non contents sont en plus grand nombre, alors le *bill* est rayé, c'est-à-dire la loi est invalidée et ne va pas plus loin. Si les contents sont en plus grand nombre, le Greffier écrit au bas, *soit baillé aux Communes*, c'est-à-dire, qu'il soit baillé ou remis aux Communes.

En 1626, la 3me. année de *Charles I.* résolu sur une question, que c'est un des privilèges de cette Chambre qu'aucun Lord du Parlement, durant la tenue du Parlement, ou durant l'intervalle privilégié du Parlement, ne peut-être arrêté ou détenu en prison que sur sentence ou décret de la Chambre, à moins qu'il ne soit pour trahison ou félonie ou pour refus de donner caution pour la paix.

Donner un démenti à un Pair, c'est une infraction des privilèges.

Depuis la conquête les Archevêques et les Evêques n'ont pas droit de voter et siéger en Parlement que par rapport à leurs Baronies temporelles ; s'ils sont présents, lorsqu'on met la question sur

vide Kel-
wey 184.
Lord Hol-
lis's letter.
Lord Hol-
lis's remains.

la conviction d'un Pair ou de tout autre Membre du Parlement, ils sortent de la Chambre haute et font leurs *Proxies*, parceque par les Canons de l'Eglise ils ne doivent point juger à vie et à mort, *quousque perveniat ad diminutionem vitæ.*

La 11me année de *Richard II.* plusieurs Lords et autres furent accusés de trahison et d'autres malversations, les Prélats se retirèrent pendant le procès après avoir protesté, sauf leur droit d'être présents en Parlement.

Le protêt je crois tendoit à dire qu'ils ne pouvoient pas être présents en conséquence de la Loi commune et d'une Ordonnance du Conseil à *Westminster* passée dans la 21me d'*Henry II.* qui défendoit à tous Ecclesiastiques *agitare judicium sanguinis* sous peine de perdre leurs caractères et dignités. Sans quoi, je pense, ils auroient certainement pu être présents tant par la Loi commune que par la Loi divine. *Sed quere.*

La 11me année du règne de *Richard II.* tous les Lords spirituels et temporels réclamèrent, comme étant de leur privilège et franchise, que les grandes questions agitées dans ce Parlement et qui pourroient l'être à l'avenir dans les autres Parlements à l'égard des Pairs du Royaume, fussent réglées, jugées et discutées

Vide contra
Hunt's arg.
for the
bishops right
vid. grand
question
concerning
bishops right
per totum.

Selden of Ju-
dicature p.
150.

Voyez y
le protêt
des Evêques
ibid. 151.

Selden's
Judicature,
&c. 39.

cutées d'après l'usage Parlementaire et non pas d'après la Loi civile ou d'après la Loi du Pays, dont on faisoit usage dans les cours les plus basses du Royaume ; ce que le Roi accorda en plein Parlement.

id. 53. Il n'est pas nécessaire de procéder contre un Pair en Parlement. Q.

id. 61. Il paroît que les Lords ne peuvent pas par eux-mêmes juger une personne du Commun pour une offense, car elle n'est pas leur égale suivant le Statut de la 4^{me} d'Edouard III. nombre 26.

id. 123. La 1^{ere} année du règne de Richard II. le Lord *Beauchamp* fut assermenté, examiné ; et le Duc de *Lancaster*, un des Membres du Comité, fut strictement ex-

vid. post. aminé par le reste du Comité, mais sans avoir été assermenté *ad testificandum* les Comtes et les Ducs ne font point assermentés, lors des procès en Parlement.

id. 138. Quant aux jugemens sur les délits, quant en Parlement, les Communes peuvent *accusare et petere Judicium* et le Roi *assentire*, mais les Lords ne font que *Judicare*.

id. 147. Le Roi doit donner sa sanction aux jugemens capitaux et les Lords temporels doivent être les seuls Juges et non les Lords spirituels ; mais quant aux *misdeemeanors* ou malversations les Lords spirituels et temporels en font également juges

id. 147.
Vide item.
144. 147.
148. 154.
158.

juges et la sanction royale est absolument requise dans les causes capitales, et dans les jugemens qui interviennent.

Si un Pair est commis à la prison, il est à la charge du Gentilhomme de la verge noire & du Sergent du grand sceau.

Maniere dont les Lords doivent être placés dans le Parlement et les autres assemblées et conférences du Conseil. Vide Stat. 31. H. 8. c. 10.
Vide 4. Inst. 368.

Un Pair du Royaume sera jugé dans un appel par des Chevaliers, &c. et non par les Pairs, parceque c'est à la poursuite de la partie. *Brook* 142, 153, il en est autrement sur un *Indictment* pour trahison ou félonie, parceque c'est à la poursuite du Roi. Rot. parl. 3. H. 6. 10.
Arc. parl. 70.

Le Duc de *Somerfet*, du temps d'Edouard VI. fut jugé par les Pairs sur un *indictment* pour félonie et trahison, parceque c'est une poursuite au nom du Roi. id. 72.

Quand le procès d'un Lord du Parlement est fait par les Pairs, ils ne donnent point leur *verdict* sous serment, mais seulement sur leur honneur et ils n'ont de charge que sur leur honneur. 1. H. 4. 2.
id. 2.

Le 6^{me}. Mai, 1628, il fut ordonné sur une question *nem. dissim.* que la Noblesse de ce Royaume et les Lords de la Chambre haute du Parlement ne doivent, suivant un ancien droit, répondre *dans*

H 2 toutes

Sir Wm.
Joncs's rep.
154. 155.

toutes les Cours comme défendeurs, que sur la protestation de leur honneur et non pas sous le serment ordinaire.

Curfus can-
cel. 112.

En 1640, il fut donné un ordre de la Chambre des Lords que la noblesse de ce Royaume et les Lords de la Chambre haute du Parlement ainsi que les veuves et douairieres des Lords temporels ne repondroient en Chancellerie que sur leur honneur ; *mais quoique leur honneur puisse obliger leur conscience en équité, cependant, dans une Cour de loi, leur témoignage sur leur honneur ne doit pas être admis.*

Et nous devons observer ici que, lorsque les Lords même du Parlement ou les Pairs du Royaume, rendent témoignage devant des Jurés ou qu'ils donnent leurs dépositions en Chancellerie, que ce doit être sous serment.

27. H. 8. f. 27. Un Lord du Parlement aura des Chevaliers pour jurés dans toute action.

27. H. 8. f. 17. Un Lord du Parlement peut être mis hors de la loi *out-lawed* pour meurtre.

27. H. 8. f. 27. Si un Lord du Parlement commet une recousse, il peut être contraint par corps, si le Shériff certifie la recousse, mais il en est autrement dans le cas de dette.

11. H. 4. f. 15. On ne peut contraindre par corps un Lord du Parlement pour paiement, parceque la loi présume qu'il a du bien.

On ne peut émaner un *attachment* par

par la loi commune, les statuts, l'usage ou l'exemple, contre un Lord du Parlement, et le Lord *Cromwell* fut libéré d'une pareille procédure par ordre de la Chambre du Parlement. Dyer 316.

Un Lord du Parlement doit comparoitre en personne et non par procureur sur un *præmunire*, à moins qu'il n'ait un ordre spécial de la Chancellerie *de attornato faciend.* Arc. Parl.

CHAPITRE V.

Du pouvoir de la Chambre des Lords.

SI un Pair du Royaume est accusé de trahison ou de félonie, ou de n'avoir pas révélé une trahison, il peut-être mis sur sa défense en Parlement, devant un Lord *Steward* nommé à cet effet ; alors les Lords spirituels constitueront un *procurator* pour eux, et les Lords temporels, comme Pairs du Royaume pendant la tenue du Parlement jugeront seuls si l'offense, dont un Pair du Royaume est supposé coupable, est une trahison, et non pas les Juges. 4. Infl. 23.

Voyez la lettre envoyée au Parlement le 4me. Juin, 1642, par neuf Lords qui avoient Rush. col. 3. Stat. vol. 1. f. 737. ant. 48.